Collecte des signatures au plus tard le samedi 31 octobre 21 heures

Signatures à adresser à : indecosacgt75@gmail.com

Tribune

Livret A : le logement social ne doit pas payer la facture du nucléaire

Dans cette tribune, des associations environnementales, de lutte contre la précarité, des syndicats, des élu·es et des personnalités dites qualifiées dénoncent le projet gouvernemental d'utiliser le livret A pour financer la construction des six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2. Alors que 2,9 millions de ménages sont en attente d'un logement social, il est urgent de flécher l'épargne des français au bénéfice des besoins des ménages les plus précaires. Le collectif demande le retrait de ce dispositif du Projet de Loi Finance 2027 (PLF), souligne l'urgence d'un véritable débat démocratique sur l'utilisation de l'épargne populaire et une priorité réaffirmée pour le logement social.

Les produits d'épargne réglementés sont très largement plébiscités par les français : Livret A, Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS), Livret d'épargne populaire (LEP).

L'épargne réglementée repose sur un pacte clair. Les ménages placent leur épargne en toute sécurité, et une partie de cet argent géré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) est utilisée pour financer des projets essentiels à des conditions de vie dignes, notamment à destination des ménages les plus précaires : logements sociaux , renouvellement urbain, rénovation des logements et bâtiments publics, transition écologique.

Ce pacte social est aujourd'hui en grand danger. Le projet actuel du PFL 2027 entérine la volonté d'Emmanuel Macron et de son gouvernement de faire financer la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 par le Livret A, à hauteur de 60% du coût du programme. La facture totale pourrait largement dépasser les 153 milliards d'euros annoncés à date.

Nous dénonçons cette décision totalement inacceptable et dangereuse. Décidée unilatéralement sans aucun débat public, ce projet de financement bafoue notre démocratie et menace les ménages les plus modestes. Ni les épargnants, ni les collectivités, ni les associations, ni les syndicats n'ont eu leur mot à dire.

Alors que fin 2026, 2,9 millions de ménages attendent un logement social, la construction comme la rénovation des logements sociaux accusent d'importants retards faute de volonté politique.

Mobiliser l'épargne réglementée pour financer les EPR2 reviendrait à capter environ 30 % de la part du Livret A consacrée aux infrastructures essentielles : logements sociaux, hôpitaux, universités... Ce serait inévitablement au détriment des ménages modestes, premiers bénéficiaires de ces investissements.

En l'absence de tout débat démocratique sur le futur mix énergétique de la France et alors que les attaques sur les énergies renouvelables se multiplient, la mobilisation inédite de l'épargne réglementée vers le nucléaire pourrait mener un grand nombre d'épargnants à se détourner de ces dispositifs. Le **risque de décollecte est réel**, alors que le Livret A, le LDDS et le LEP sortent déjà d'une année 2025 et 2026 difficiles.

Les signataires de cet appel demandent :

- **Le retrait de cette disposition du PLF 2027.** Le Livret A ne doit pas financer les EPR2 tant qu'aucun débat démocratique n'a eu lieu.
- **La priorité réaffirmée au logement social**, en renforçant significativement l'enveloppe annuelle de prêts sur fonds d'épargne qui lui est destinée en faveur d'un grand programme de construction et de rénovation des logements sociaux.
- **Un véritable débat démocratique** sur l'utilisation de l'épargne populaire d'une part et sur le choix du mix énergétique d'autre part.

Signataires :
Associations
Syndicats
Élu·es locaux et nationaux
Personnalités qualifiées